

# corde avec l'Afrique du Sud

ste « Roosevelt a établi un lien de causalité entre concentration des richesses, le fascisme et la guerre »



**A la différence de Churchill, Roosevelt (assis au centre sur ce cliché pris à Yalta le 4 février 1945) était convaincu que Staline travaillerait à bâtir un monde de démocratie et de paix.** © AFP.

jusqu'à la plus libérale du monde. Mais les programmes du New Deal ont avant tout pour objectif la relance de la consommation, et donc de la production : on reste pleinement dans l'épure capitaliste...

Il n'était pas socialiste, encore moins communiste, c'était un pragmatique qui allait inventer la puissance publique aux Etats-Unis, notamment via la WPA (*Works Progress Administration*), vaste programme de travail pour les chômeurs créé en 1935, NDLR) et avec elle la régulation et les droits sociaux. La légalisation des syndicats, la création du droit à la retraite ou à l'allocation de chômage étaient des conquêtes sociales capitales, mais le raisonnement était effectivement aussi économique : des gens mieux payés, mieux couverts, consommeront davantage. Ce n'était peut-être que de la relance sociale et de la redistribution, c'était même sauver le capitalisme de lui-même, mais c'était suffisant pour s'aliéner tous les puissants de l'ère industrielle.

**N'a-t-il pas terni son bilan en s'accrochant trop longtemps au pouvoir ? A Yalta par exemple, en février 1945 (deux mois avant sa mort), il était de toute évidence trop diminué pour affronter un Staline...**

Il voulait finir la guerre. Il avait centralisé le pouvoir à la Maison-Blanche jusqu'à suivre personnellement les mouvements de troupes ; il n'avait même pas informé son vice-président (Harry Truman) des expériences nucléaires en cours. Il avait affronté son pays très isolationniste, l'avait convaincu de venir au secours de l'Europe, il pensait être le seul à pouvoir mener la bataille jusqu'au bout. Et, pour lui, c'est encore de cette bataille qu'il s'agit à Yalta, l'Allemagne n'était toujours pas tombée, les troupes alliées avançaient plus doucement que prévu et Roosevelt savait bien que c'étaient les troupes russes qui avaient payé le plus lourd tribut face aux armées nazies. D'après l'analyse de David Woolner (*The Last 100 Days : FDR et War and Peace*, Basic Books, 2017), qui nuance cette « défaite de Yalta » et l'idée que Churchill aurait tout vu et Roosevelt rien, nous regardons trop Yalta à l'aune de la guerre froide qui va suivre, en oubliant les données du moment. Mais il est vrai que Staline voit beaucoup plus loin, alors que la vie de Roosevelt s'achève.

**En quoi l'ère Roosevelt peut-elle éclairer l'époque actuelle ?**

Roosevelt avait établi un lien de causalité entre la concentration des richesses, le fascisme et la guerre. Et nous en sommes là. Il ne cessait de dire que dès qu'il ne serait plus au pouvoir, les forces conservatrices attaqueraient ce que son gouvernement avait mis en place. Il y a eu la chasse aux sorcières dans les années 50. Les attaques contre l'Etat providence sous Reagan, poursuivies sous les administrations suivantes qu'elles soient républicaines et démocrates. Trump, c'est l'assaut final. Il le dit d'ailleurs. En finir une bonne fois pour toutes avec Roosevelt, le *Great Deal* plutôt que le *New Deal*. Revisiter cette période permet de comprendre la violence politique d'aujourd'hui.

**vernement mafieux ». A quoi fait-il allusion exactement ?**

Quand il arrive au pouvoir, cela fait quatre ans déjà que le pays est par terre, avec sa misère, ses campements... c'est l'Amérique des *Raisins de la colère*, de Steinbeck. Le gouvernement (du président républicain Herbert Hoover, NDLR) et les milieux financiers se sont accrochés à leurs acquis, à leur fortune, ils n'ont pas voulu lâcher de lest pour soulager la population. Au contraire, partout ce n'était que répression contre la colère et la misère : le président Hoover a fait tirer sur les vétérans de la Première Guerre mondiale qui campaient sous ses fenêtres pour obtenir le bonus qu'on leur avait promis. Henry Ford a fait de même, embauchant la mafia de Detroit pour tirer sur les ouvriers au chômage qui marchaient sur son usine fermée - on a relevé quatre morts. Les mots de Roosevelt viennent de là. Il avait même acquis la certitude que l'orgie financière des années 20 avait précipité le pays et le monde vers leur chute.

**Il affirme également qu'il existe aux Etats-Unis « le même genre de gens que ceux qui ont pris le pouvoir en Italie et en Allemagne » et que ce sont ces gens qui combattent son Administration...**

Il s'agit d'une coalition conservatrice et raciste, qui ressemble d'ailleurs beaucoup à celle qu'on voit aujourd'hui au pouvoir aux Etats-Unis, avec des milieux économiques puissants, dont Henry Ford est un peu la figure de proue, des chrétiens fondamentalistes et des suprémacistes blancs - à cette époque, on lynche encore des Noirs dans le sud de Etats-Unis ! - qui regardent l'Allemagne hitlérienne avec intérêt. Roosevelt est persuadé que la démocratie est menacée aux Etats-Unis comme en Europe.

**Roosevelt va multiplier les interventions publiques dans l'économie**

ENTRETIEN

WILLIAM BOURTON

Nous savons maintenant que le gouvernement des milieux financiers est aussi dangereux qu'un gouvernement mafieux. Cette sentence n'émane pas d'un adversaire de Donald Trump, elle fut prononcée par Franklin D. Roosevelt dans les années 1930 alors que l'Amérique se débattait dans la pire crise économique de son histoire et que le totalitarisme s'emparait du monde. Dans *L'autre Amérique* (Grasset), la journaliste et essayiste française Judith Perrignon nous fait revivre la longue présidence de « FDR » (1933-1945) : « Y plonger, c'est voir où s'enracine la violence politique qui s'abat aujourd'hui », précise l'auteure...

**Roosevelt était un Démocrate du Nord, un progressiste, mais issu d'une famille patricienne, « à l'aise dans l'effervescence des mondanités », comme vous l'écrivez. Comment ce grand bourgeois est-il devenu le président le plus social-démocrate que l'Amérique ait connu ?**

Ça reste effectivement une intrigue et écrire sur lui, c'était chercher à répondre à cette question. Je pense que c'est la rencontre d'un homme et d'un moment - comme souvent dans l'histoire. Roosevelt arrive au pouvoir alors que l'économie s'est effondrée. Elle est à l'arrêt. Il y a donc de la place pour un pouvoir central politique fort qui n'existe pas aux Etats-Unis. Lui, il sort de Harvard, il est effectivement l'incarnation de la classe dominante, riche et blanche. « Un vrai petit capitaliste », comme il dit. La première fois qu'il se présente à l'élection présidentielle, en 1932, son programme est encore très flou. C'est en se frottant aux événements, mais surtout à la résistance des milieux industriels et financiers qui combattent les mesures d'urgence sociale du *New Deal*, qui le traitent même de dictateur, qu'il va choisir son camp.

**Lors d'un meeting au Madison Square Garden, en octobre 1936, il lance que « le gouvernement des milieux financiers est aussi dangereux qu'un gou-**



Il avait acquis la certitude que l'orgie financière des années 20 avait précipité le pays et le monde vers leur chute

”



**L'autre Amérique**  
JUDITH PERRIGNON  
Grasset  
234 pages,  
20 €

EUROPE

## Le Parlement hongrois valide le retrait du pays de la CPI

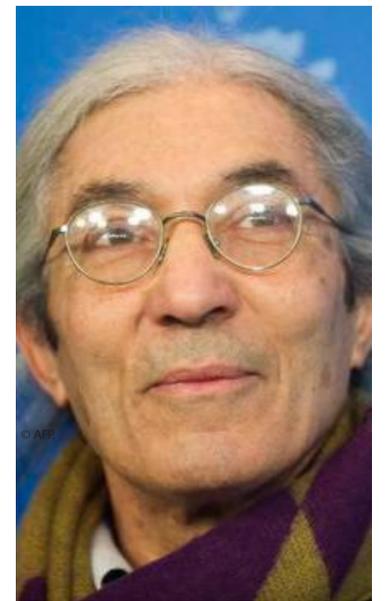
Le Parlement hongrois a voté mardi en faveur du retrait de la Hongrie de la Cour pénale internationale (CPI), une mesure annoncée début avril en réaction au mandat d'arrêt pris à l'encontre du dirigeant israélien Binyamin Netanyahu. « La Hongrie rejette fermement l'utilisation des organisations internationales, en particulier des tribunaux, comme outil politique », a écrit le vice-Premier ministre Zsolt Semjen dans le projet de loi adopté par les députés. Le texte a été approuvé par 134 parlementaires, 37 ayant voté contre et 7 s'étant abstenus. Le ministre des Affaires étrangères Peter Szijjarto va désormais informer l'ONU de la mesure. Le processus prend généralement un an. A ce jour, seuls deux Etats ont claqué la porte de cette juridiction : le Burundi et les Philippines. Le Premier ministre Viktor Orbán avait annoncé avoir lancé la procédure pour retirer son pays en recevant le chef du gouvernement israélien, malgré le mandat émis par la juridiction basée à La Haye pour des crimes de guerre et contre l'humanité dans la bande de Gaza. La Hongrie avait signé le statut de Rome, le traité fondateur de la CPI, en 1999. Nécessaire pour rejoindre l'Union européenne (UE), sa ratification avait été officialisée deux ans plus tard, au cours du premier mandat de Viktor Orbán.

Mais ce pays d'Europe centrale a depuis expliqué n'avoir pas validé la convention associée pour des raisons de constitutionnalité et affirme ne pas être obligé de se conformer aux décisions de la CPI. Binyamin Netanyahu et son ex-ministre de la Défense Yoav Gallant font l'objet de poursuites de la CPI à la suite de la guerre déclenchée le 7 octobre 2023 par l'attaque sans précédent du Hamas.

BELGA

ALGÉRIE

## Le procès en appel de Boualem Sansal prévu le 24 juin



La Cour d'appel d'Alger a fixé au 24 juin la date du procès en appel de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, condamné à cinq ans de prison pour notamment atteinte à l'intégrité du territoire algérien, a-t-on appris auprès du bâtonnier d'Alger.

« Le procès a été reporté au 24 juin à la demande de l'intéressé pour lui permettre de constituer sa défense », a déclaré à l'AFP Me Mohamed Baghdad. Selon le site Casbah Tribune, le procès était programmé pour ce mardi, soit deux mois exactement après l'audience de première instance. AFP